

Le Damier, 21 mai 2008

De l'Enfer vert à l'Eldorado : l'Amazonie de tous les mythes

par Vincent Nedelec

(Maître de conférences à l'Université Rennes 2, COSTEL UMR CNRS 6554)

Vincent Nedelec, après avoir replacé l'espace amazonien au sein de l'ensemble brésilien dans sa dimension géographique et historique, présente les principales dynamiques actuelles dans le cadre du front pionnier agricole, et en particulier à travers l'exemple de l'Etat du Mato Grosso.

Quelques données géographiques et historiques

L'Amazonie brésilienne occupe environ les deux tiers du bassin hydrographique de l'Amazone soit 5 millions de km². Sa population est actuellement de 17 millions d'habitants dont environ 300 000 indigènes. Les écosystèmes y sont variés, allant du *campo serrado* (savane herbeuse) à la forêt dense ombrophile, en passant par le *serradão* (savane arborée), la forêt mésophile et la forêt de *varzea* régulièrement inondée. L'Amazonie constitue un carrefour végétal très riche, favorable à la diversité biologique.

Le front pionnier actuel en Amazonie s'inscrit dans la politique de conquête de l'espace conduite par les Portugais (puis par les Brésiliens) depuis le traité de Tordesillas (1494) et la découverte de la *Terra de Santa Cruz* par Cabral en avril 1500. Au cours des siècles suivants, des expéditions explorent et préparent l'exploitation de l'intérieur : rôle des *Bandeirantes*, des différents cycles d'exploitation (*pau brasil*, canne à sucre, café, or et hévéa ces deux deniers concernant directement l'Amazonie, ...) qui ont structuré l'espace brésilien. Cependant, jusqu'aux années 1960, l'exploitation de l'Amazonie demeure limitée.

La mise en valeur récente de l'Amazonie

La mise en valeur récente passe par la colonisation agricole et la déforestation. Cette nouvelle dynamique se met en place au début des années 1970 (des tentatives de colonisation avaient cependant existé pendant l'entre-deux-guerres, notamment sous la présidence de Getulio Vargas et « la marche vers l'ouest »). Cette mise en valeur passe par l'ouverture de fronts pionniers et une délocalisation des populations des régions Nordeste et Sud du Brésil vers l'Amazonie selon un slogan mis en avant par les militaires : « une terre sans homme pour des hommes sans terre ». Cette colonisation répond également à des objectifs géopolitiques. En effet, des visées internationales se font jour sur l'Amazonie (des projets de barrage sur le fleuve Amazone par exemple) et sont vues comme des menaces par le gouvernement brésilien. La colonisation doit permettre d'intégrer totalement l'Amazonie au territoire brésilien. La création de Brasilia sous la présidence de Juscelino Kubitschek (1956-1961) répond également à cette volonté de marche vers l'ouest. Avec les militaires (à partir de 1964), de nouveaux projets de colonisation de l'Amazonie sont lancés, en particulier à travers la création de la SUDAM en 1966 (Surintendance du Développement de l'Amazonie) qui va encourager les grands projets privés, d'élevage notamment. Cette occupation voulue de l'Amazonie passe d'abord par la mise en place d'un réseau routier. Les militaires vont donc ouvrir des pistes transamazoniennes nord-sud (dont la Cuiaba-Santarem reliant le bassin versant du Rio de la Plata au sud à celui de l'Amazone au nord) et des pistes est-ouest (dont la célèbre Transamazonienne qui a ouvert l'Amazonie aux migrants en provenance du Nordeste). On projette également une route qui longerait la frontière au nord et à l'ouest afin

de faciliter le déplacement des troupes en cas de conflit sur les frontières. Ainsi s'affirme la souveraineté brésilienne sur ces territoires.

Cette ouverture se traduit par une augmentation de la population, et en particulier des villes, le long des fleuves et surtout le long des routes. Une ville comme Sinop au Mato Grosso sur la Cuiaba-Santarem a ainsi vu passer sa population quelques milliers d'habitants en 1972, à 20 000 h en 1980 et à 200 000 h en 2008, la ville s'étalant aujourd'hui selon un plan en damier sur 2 560 ha contre 40 ha en 1975.

L'ouverture des routes et l'implantation de villes entraînent de nouvelles dynamiques économiques et spatiales.

L'exploitation du bois est très importante sur les marges de l'Amazonie : à l'est dans les Etats du Para et du Maranhao, où il y a une production de charbon de bois très importante ; au sud dans l'Etat du Mato Grosso, autour de quelques pôles comme Sinop, Aripuana ou Alta Floresta, et dans l'Etat du Rondônia. La dynamique des fronts pionniers est d'abord liée à la déforestation qui précède les autres usages. Dans la ville de Sinop, on dénombrait environ 300 scieries dans les années 1990, mais dans la région de Sinop la forêt a aujourd'hui disparu et le nombre de scieries n'est plus que de 40 à 50. Ce « front des bûcherons » accompagne donc le front pionnier.

Ce front est ensuite suivi par l'implantation de paysans. Dans les années 1970, l'INCRA (Institut national pour la colonisation et la réforme agraire) met en place des projets de colonisation, les PIC (Projet Intégré de Colonisation), au cœur de l'Amazonie, en particulier le long de la Transamazonienne et dans l'Etat du Rondônia. Chaque producteur reçoit un lot de 200 ha, une maison, un salaire minimum pendant six mois, des prix d'achat garantis pour ces productions. Ces implantations sont accompagnées par le développement planifié de pôles villageois et urbains : des agrovilles c'est-à-dire des villages tous les 5 à 10 km, des agropoles qui sont des centres urbains tous les 40 km, et les ruropolis où se concentrent les principaux services de l'Etat et les principaux commerces. Mais dans les années 1970 et 1980, ces projets ne reçoivent pas l'accueil prévu et très peu de familles s'installent (environ 10 % du nombre attendu). Les coûts de construction et d'entretien des infrastructures (routes, hôpitaux, écoles, etc.) sont très élevés. Beaucoup de familles se sentent également abandonnées dans ce nouvel eldorado et regagnent leur région d'origine, notamment le Nordeste. En 1974, l'Etat fédéral abandonne cette logique de mise en valeur et se tourne vers un nouveau type de projet : les PAC (*Projetos de Assentamento Conjunto* c'est-à-dire des projets d'installation en commun). Ces PAC sont menés en partenariat avec des coopératives du sud du pays. L'Etat offre des terres, ouvre des routes et des pistes, la coopérative quant à elle doit assurer la mise en place et la commercialisation des productions, la construction d'infrastructures de base (écoles, postes de santé par ex). Partout cette mise en valeur se traduit par une organisation de l'espace en arrête de poisson : un axe principal, la route, dessert des « lignes » le long desquelles on trouve des lots réguliers qui sont clairement délimités (50 ha par ex). Cette dynamique est donc liée à une pratique agricole de petits exploitants.

A cette petite agriculture s'opposent les grandes exploitations (les *fazendas*) de plusieurs dizaines de milliers d'ha, aux parcelles géométriques, et ne conservant que quelques lambeaux forestiers (dont des forêts-galeries le long des cours d'eau). Ces grandes fermes sont dédiées à l'élevage et à l'agriculture. Elles emploient plusieurs dizaines de salariés et possèdent en leur sein, pour les plus importantes, une petite ville avec supermarchés, écoles, hôpital, ... (cas de la fazenda Itamarati avec 1 200 employés, sur la Chapada dos Paricis, et propriété du gouverneur de l'Etat du Mato Grosso, Blairo Maggi, le plus grand producteur de soja au monde). Ces exploitations sont très liées au marché mondial. De ce fait, d'une année sur l'autre, en fonction des cours mondiaux, les productions peuvent changer : culture de maïs, de coton, de soja, de riz, de canne à sucre pour le bioéthanol, ... avec une triple production annuelle grâce à l'irrigation (par pivot d'arrosage). L'élevage d'embouche extensif ou hyperextensif (0,5 à 1 bête par ha) complète les productions. La race dominante est le zébu (race Nelore blanc en provenance d'Inde) qui est une espèce résis-

tante et fréquente dans les milieux tropicaux. De vastes espaces, à l'écart des villes, sont ainsi convertis en pâturages pour des animaux qui y demeurent environ 36 mois avant abattage.

D'une façon générale, l'Etat du Mato Grosso est l'Etat où la déforestation progresse le plus rapidement avec environ un tiers de la déforestation totale de l'Amazonie depuis le début des années 1990. Cette déforestation se fait aujourd'hui dans une double logique spatiale : une déforestation le long des grands axes routiers (logique d'axe) et une déforestation autour des villes (une logique auréolaire). L'impact des routes et des foyers urbains est donc majeur. En moyenne, à plus de 20 km d'une ville, le taux de déforestation dans l'Etat du Mato Grosso chute à 50%, à 20% lorsque l'on est à plus de 35 km. Ces valeurs sont bien sûr à pondérer en fonction de la taille de la ville. On observe le même phénomène le long des axes routiers : le long de la route Cuiaba-Santarem, le taux de déforestation est très élevé aux abords de la route, mais il chute à 60% à 10 km, à 30% à 40 km. Si l'on combine les différents éléments, on peut ainsi réaliser des modèles de déforestation. Celle-ci s'accompagne de nombreux enjeux sociaux autour des différents modes d'usage de l'espace amazonien (élevage, agriculture, exploitation du bois, mode de vie indien, ...) et d'enjeux environnementaux. A noter cependant, que le souci de développement durable est dorénavant mieux pris en compte par les ONG, les différentes institutions locales ou fédérales, et le gouvernement brésilien.

Questions

Que penser des discours un peu ambigus du président Lula sur l'Amazonie et sur la démission de sa ministre de l'environnement Marina Silva en mai dernier ?

Marina Silva était ministre depuis les débuts de la présidence Lula et connaît très bien les problèmes liés à l'Amazonie puisqu'elle est originaire de l'Acre. Au sein du gouvernement, elle s'est assez vite retrouvée dans une position difficile car ses choix n'étaient pas en adéquation avec la politique affichée par Lula (sur les OGM par ex autorisés par Lula sous la pression de l'agrobusiness). Malgré les politiques environnementales mises en place, la déforestation progresse rapidement. Marina Silva s'est donc trouvée en porte à faux et a préféré démissionner.

Par ailleurs, le Brésil est toujours en négociation pour les accords de Kyoto. La déforestation fait partie de ces négociations. Le Brésil aimerait que la diminution de la déforestation en Amazonie soit considérée comme une réduction des émissions des gaz à effet de serre. Le Brésil ne désirant pas diminuer sa production industrielle préférerait donc diminuer la déforestation en Amazonie afin d'atteindre ses objectifs dans le cadre du protocole. Mais là aussi la pression est forte en provenance de l'agrobusiness, d'autant plus dans le contexte énergétique et alimentaire actuel. Les retombées économiques de l'agriculture au Brésil sont considérables et pèsent lourd dans les discussions sur la préservation de l'environnement.

(compte rendu de Luc Berger)